

17. **Stiftungsrat Sicherheitsfonds BVG: Erneuerungswahlen Amtsperiode 2008 – 2011**
Conseil de la Fondation du Fonds de garantie LPP : réélection pour la période administrative 2008 – 2011
 Nova Colette, SGB (bisher) - Colette Nova, USS (sortante)
 Marazzi Elio, Unia (bisher) - Elio Marazzi, Unia (sortant)

.//. *Genehmigt – Adopté*

18. **Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds AHV: Erneuerungswahlen Amtsperiode 2008 – 2011**
Conseil d'administration du Fonds de compensation de l'AVS : réélection pour la période administrative 2008 – 2011
 Nova Colette, SGB (bisher) - Colette Nova, USS (sortante)
 Tanner Martin, Unia (neu), als Nachfolger von Peter Marti
 Martin Tanner, Unia (nouveau), pour succéder à Peter Marti

.//. *Genehmigt – Adopté*

19. **SUVA-Verwaltungsrat: Erneuerungswahlen Amtsperiode 2008 – 2013**
Conseil d'administration de la CNA (SUVA) : réélection pour la période administrative 2008 – 2013
 Nova Colette, SGB (bisher) - Colette Nova, USS (sortante)
 Brodard Vincent, SEV (bisher) - Vincent Brodard, SEV (sortant)
 Bucher Judith, vpod (bisher) - Judith Bucher, ssp (sortante)
 Cahannes Franz, Unia (bisher) - Franz Cahannes, Unia (sortant)
 Carrupt Alain, GeKo (bisher) - Alain Carrupt, Communication (sortant)
 Fedeli Mario, comedia (bisher) - Mario Fedeli, comedia (sortant)
 Laubscher Paratte Catherine, Unia (bisher) - Catherine Laubscher Paratte, Unia (sortante)
 Nydegger Heinrich, Unia (bisher) - Heinrich Nydegger, Unia (sortant)
 Schwarzer Robert, Unia (bisher) - Robert Schwarzer, Unia (sortant)
 Pedrina Vasco, Unia (neu), als Nachfolger von Jean-Claude Rennwald
 Vasco Pedrina, Unia (nouveau), pour succéder à Jean-Claude Rennwald

.//. *Genehmigt – Adopté*

20. **Eidg. Kommission für Kinder- und Jugendfragen (EKKJ): Erneuerungswahlen Amtsperiode 2008 – 2011**
Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse : réélection pour la période administrative 2008 – 2011
 Schwaab Jean Christophe, SGB (neu), als Nachfolger von Zimmermann Adrian
 Jean Christophe Schwaab, USS (nouveau), pour succéder à Adrian Zimmermann

.//. *Genehmigt – Adopté*

Verschiedenes – Divers

CLAUDE REYMOND, CGS: Les organisations SSP + SIT + SYNA + ASI organisent notamment le personnel des Établissements médico-sociaux. Ces derniers doivent respecter des conditions de travail négociées sous la pression de l'action syndicale. S'agissant de santé publique, les activités économiques de ces établissements sont soumises à l'examen d'une commission tripartite dont les membres sont proposés par leurs pairs au Conseil d'État qui les nomme et les exhorte dans leur

mandat. Une commissaire déléguée du personnel a été licenciée après 10 ans d'activité par la Résidence Le Léman. Les syndicats du secteur sont convaincus qu'il s'agit là d'une atteinte aux droits syndicaux et ils ont engagé une action unitaire pour contrer ce licenciement. Malgré une pétition signée par trois quarts du personnel, l'employeur refuse de recevoir les syndicats pour s'entretenir à ce sujet. La CGAS est intervenue par écrit auprès de la direction - avec copie au conseiller d'État en charge du département - afin de rappeler les exigences de l'OIT à l'égard de la Suisse en matière de respect de la convention 98 sur les droits syndicaux. Dans cette communication, la CGAS a averti qu'elle ne saurait attendre que le législateur s'oblige à améliorer la protection des délégués du personnel. Ce courrier a été transmis pour information à l'USS, et au SECO pour transmission à la commission d'experts tripartite qui devra poursuivre le 12 septembre les travaux de mise en conformité du droit suisse d'avec celui préconisé par la convention internationale que notre gouvernement ratifia il y a plusieurs dizaines d'années. Alors qu'il faudrait pouvoir déployer une solidarité active des collègues pour amener l'employeur à une meilleure attitude, nous avons dû constater que ce dernier a réussi à se procurer 8 signatures des 20 salariés sur une déclaration d'allégeance à l'employeur. Aussi le mouvement syndical va-t-il probablement adopter des mesures pour contrer le mépris et l'arrogance de l'employeur, avec un possible assaut de son bureau. Si j'ai pris de votre temps pour vous exposer ce petit problème c'est pour rappeler l'urgence d'augmenter la protection des élus des travailleurs. Je suggère que le secrétaire de l'USS commissaire auprès du SECO soit instruit de ce dossier, comme nos représentants auprès de l'OIT. Notre résistance devrait concourir à renforcer leurs propres actions là où leurs mandats exigent qu'ils les réalisent.

PAUL RECHSTEINER: Vor einer SGB-Aktion muss abgeklärt werden, welche Gewerkschaft zuständig ist. Das Sekretariat wird prüfen, was gemacht werden kann.

PIERRE-ALAIN GENTIL, SEV: Vous avez sûrement pris connaissance de l'étude d'économiesuisse qui montre que grâce aux entreprises et aux riches on vit mieux dans ce pays. On voit bien qu'il n'y a pas simplement la publication d'une petite étude, mais un débat d'opération idéologique. Les gens d'économiesuisse ont compris qu'il fallait aussi essayer d'influencer l'opinion publique. Je me demande si, dans le cadre des articles que vous publiez régulièrement dans la presse syndicale, il n'y aurait quand même pas lieu de prendre un certain nombre de points pour montrer la limite de cette étude, d'avoir dans le service de presse une analyse qui montre où porte notre critique. Cette opération ne vient pas du tout par hasard. On est à quelques mois des élections fédérales et en train de ramasser des signatures et on se prépare pour des référendums. Plus on leur laisse le temps de s'imposer, plus cela sera difficile pour nous de refaire le terrain. Je propose qu'on étudie attentivement cette affaire et qu'on monte à la contre-attaque au niveau de l'USS, mais aussi dans notre presse syndicale.

PAUL RECHSTEINER: Die Lohnmedienkonferenz ist eine gute Gelegenheit, etwas zur economie-suisse-Studie zu sagen.

DANIEL LAMPART: Wir waren am Tag, an dem die Studie präsentiert wurde, sofort präsent und haben eine 1. Stellungnahme abgegeben. Es ist geplant, in unserem Newsletter auf die Studie der economiesuisse zu reagieren. Ich bin zudem daran, einen Artikel für work zu machen. Es wird bei der Unternehmenssteuerreform wichtig sein, diese ideologischen Positionen zu besetzen zu versuchen und die Bürgerlichen zu spalten in dieser Steuerfrage. Wir haben uns einige Zeit reserviert im Sekretariat, um diese anspruchsvolle Aufgabe an die Hand zu nehmen.

DORIS SCHÜEPP, VPOD: Ich habe es sehr geschätzt, dass der SGB am gleichen Tag in der Tagesschau reagiert hat und es ist mir ein Bedürfnis, Ewald ein Kompliment zu seinem Auftritt zu machen.

Schluss der Sitzung: 17.40 Uhr/Fin de la séance: 17h40